

Renforcer l'engagement de la Banque mondiale auprès des pays à revenu intermédiaire



Cécile Fruman
Chargée principale des programmes pour la région Maghreb

Lors des réunions annuelles de septembre 2006, la Banque mondiale s'est engagée à améliorer davantage les services financiers ainsi que ceux d'analyse et de conseil que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) offre aux pays à revenu intermédiaire. Cet engagement concerne directement les trois pays du Maghreb : l'Algérie, le Maroc et la Tunisie puisqu'ils font partie de la catégorie des pays à revenu intermédiaire.

La Banque classe les pays en fonction du revenu et de la richesse de leur population. Ainsi les pays à revenu intermédiaire sont définis comme ceux dont le revenu par habitant varie de 1.025 à 6.055 dollars, ce qui leur permet de bénéficier des prêts de la BIRD. Les pays à

faible revenu ayant un revenu par habitant inférieur à 1.025 dollars bénéficient, eux, des prêts à intérêt nul ou faible et des dons de l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale.

Les pays à revenu intermédiaire jouent un rôle de plus en plus important dans le domaine du développement, en raison de leur vaste expérience en terme de politiques et programmes de développement, ainsi que pour leur contribution vitale à la création des biens publics mondiaux, initiatives de développement de nature régionale ou mondiale, tels que l'énergie propre, l'intégration des échanges et la lutte contre la propagation des maladies transmissibles. En adoptant cette

stratégie, la Banque reconnaît qu'un partenariat plus efficace avec les pays à revenu intermédiaire renforcera en définitive l'assistance qu'elle apporte aux pays à faible revenu.



Le défi à relever par les pays à revenu intermédiaire

Les économies des pays à revenu intermédiaire se sont accrues en moyenne de 5,8 % au cours des quatre dernières années, soit le rythme de croissance le plus rapide enregistré en trois décennies. Ces pays ont renforcé leur bilan en adoptant des politiques budgétaires prudentes, constitué des réserves internationales et réduit leur dépendance vis-à-vis des emprunts publics. Dans plusieurs pays à revenu intermédiaire, ces efforts ont été récompensés par un élargissement des flux transfrontaliers de capitaux

privés. Les investisseurs et les financiers reconnaissent de plus en plus que ces pays offrent des conditions attrayantes pour le placement de leurs fonds. Les flux nets de capitaux privés vers les pays en développement ont atteint le niveau record de 483 milliards de dollars en 2005.

Pourtant, malgré les progrès accomplis par les pays à revenu intermédiaire en tant que groupe, leur performance économique individuelle varie considérablement et nombre de pays

sont encore confrontés à de sérieuses difficultés pour réduire la pauvreté. Ces pays abritent les deux tiers de la population mondiale et plus de 70 % de la population pauvre du monde en développement, c'est-à-dire des personnes qui vivent avec moins de deux dollars par jour. Par ailleurs, nombre de pays ne disposent toujours pas d'institutions publiques transparentes et responsables qui encouragent l'émergence d'un secteur privé prospère et la création d'emplois.

La contribution et l'appui de la Banque mondiale

Quelques-uns des pays à revenu intermédiaire ne voient plus la nécessité d'avoir un important appui financier de la part de la BIRD, car ils ont constitué de grandes réserves en devises et jouissent d'une bonne situation budgétaire. Toutefois, les pays à faible revenu ont encore besoin d'investissement sous forme de fonds pour des projets d'infrastructures publiques et des services sociaux. Pour ces pays, l'appui financier provenant des institutions telles que la BIRD est indispensable à la mise en oeuvre de réformes institutionnelles ou de politiques de développement, ainsi qu'à l'investissement dans le développement du capital humain nécessaire pour attirer les investissements financiers privés.

Les pays à revenu intermédiaire demandent de plus en plus des produits de prêt et de garanties flexibles pour réduire les risques financiers, ainsi que des conseils financiers adaptés pour les aider à gérer les risques de bilan auxquels leurs gouvernements font face. Par ailleurs, ces pays ont de plus en plus tendance à demander à la Banque mondiale des études économiques et sectorielles et de l'assistance technique sans prêt d'accompagnement.

La Banque mondiale prend en compte cette évolution des besoins en prenant des mesures avant sa prochaine réunion annuelle de 2007 dans les domaines suivants :

- Services de stratégie et de coordination : La Banque adoptera rapidement des mesures visant à accroître la qualité et la flexibilité des Stratégies d'aide-pays (CAS) afin de satisfaire les besoins variables des pays à revenu intermédiaire et d'améliorer la mise à disposition de son expertise et de son financement aux pays partenaires.
- Services financiers : La Banque simplifiera ses procédures internes pour réduire les coûts de transaction non financiers ; pour faire en sorte que le coût des prêts de la BIRD reste concurrentiel ; pour examiner les moyens de rendre les instruments de financement plus accessibles aux emprunteurs qualifiés ayant de solides politiques budgétaires et macroéconomiques ; pour mettre au point des solutions axées sur le marché afin d'aider les pays à faire face aux catastrophes ; et pour ajouter à sa ligne de produits standards le prêt aux administrations infranationales.
- Services de production des connaissances en développement : Les améliorations comprendront l'élaboration et la mise en oeuvre d'un modèle d'entreprise qui offre des services payants fournis par les experts de la Banque mondiale, de la flexibilité, et sur une

plus grande échelle, un modèle qui resserre les liens entre les travaux de recherche de la Banque et ses opérations. Ceci permettra d'éliminer les entraves à l'offre d'expertise au niveau mondial. De plus solides partenariats avec les pays à revenu intermédiaire pourront ainsi bénéficier de cette expertise et faciliteront une collaboration plus étendue avec les institutions locales pour renforcer davantage l'appui accordé par la Banque à ces pays.

Une autre amélioration consistera à encourager une plus grande coopération entre les institutions du Groupe de la Banque mondiale — la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), l'Agence Internationale pour le Développement (l'IDA), la Société financière internationale (SFI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) — afin qu'elles travaillent en plus étroite concertation pour stimuler le développement et assurer une meilleure collaboration entre le Groupe de la Banque mondiale et les autres partenaires de développement intervenant dans les pays à revenu intermédiaire. L'ensemble de ces mesures concerne les pays du Maghreb et devrait leur profiter directement.

Pour plus d'information,
visitez cette page :
[http:// go. worldbank. org/ R8XC4L83H0](http://go.worldbank.org/R8XC4L83H0)